



## Économie rurale

Agricultures, alimentations, territoires

300 | Juillet-août 2007

Regards sur l'évolution de l'agriculture et du monde rural

---

# L'envolée des cours des commodités agricoles, une envolée durable ?

*High agricultural commodities prices: a new situation for the future?*

Jean-Paul Charvet

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2222>

DOI : 10.4000/economierurale.2222

ISSN : 2105-2581

### Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

### Édition imprimée

Date de publication : 10 septembre 2007

Pagination : 75-78

ISSN : 0013-0559

### Référence électronique

Jean-Paul Charvet, « L'envolée des cours des commodités agricoles, une envolée durable ? », *Économie rurale* [En ligne], 300 | Juillet-août 2007, mis en ligne le 12 novembre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2222> ; DOI : 10.4000/economierurale.2222

---

# L'envolée des cours des commodités agricoles, une envolée durable ?

Jean-Paul CHARVET

Professeur à l'Université Paris X, Nanterre

Laboratoire de géographie comparée des Nords et des Suds (GECKO)

On assiste depuis 2006 à une envolée des cours mondiaux d'un grand nombre de commodités agricoles, en particulier de celles qui sont principalement produites sous les latitudes tempérées. On peut légitimement s'interroger au sujet de la durabilité d'envolées de cette ampleur sur les court, moyen et long termes. Après avoir exposé les données très illustratives de ce phénomène pour quelques productions agricoles, Jean-Paul Charvet analyse les causes, les incidences qu'elles pourraient avoir sur les marchés et, surtout, les perspectives auxquelles il convient de s'attendre à moyen terme.

**O**n assiste depuis 2006 à une envolée des cours mondiaux d'un grand nombre de commodités agricoles principalement produites sous les latitudes tempérées. Des phénomènes comparables étaient déjà survenus dans le passé : ainsi en 1973-1974 le cours mondial du blé avait triplé – pendant une assez courte période – à la suite d'achats aussi soudains que massifs alors effectués par l'URSS. La situation actuelle présente toutefois davantage d'ampleur et l'on peut légitimement s'interroger au sujet de la durabilité sur le moyen et le long terme de cours bien plus élevés que ceux que nous avons connus au cours des deux dernières décennies. Y a-t-il là une rupture durable par rapport au mouvement séculaire de baisse des prix calculés en monnaie constante, c'est-à-dire hors inflation, des principales commodités agricoles ?

Afin d'analyser ce phénomène, ses différentes causes ne peuvent qu'être envisagées de façon séparée, bien qu'elles agissent conjointement et de façon globale. Il n'est pas impossible de proposer une hiérarchisation de ces causes, mais sans pouvoir toujours apprécier exactement leurs poids relatifs respectifs à un moment donné : tous les spécialistes des questions agricoles savent très bien que la demande de produits

alimentaires de base est inélastique par rapport aux fluctuations de l'offre et qu'il en résulte des variations de prix beaucoup plus que proportionnelles aux variations de quantités. Dans ces conditions, même des fluctuations de l'offre qui pourraient être considérées comme relativement mineures peuvent avoir un impact important sur les prix lorsqu'elles se produisent dans des situations de marché déjà tendues. Afin d'aller plus loin ce sont plusieurs pas de temps qui doivent être envisagés.

## L'envolée des cours des principales commodités

Cette envolée concerne de façon privilégiée le lait et les produits laitiers ainsi que les grains, qu'il s'agisse des céréales ou des graines oléagineuses. Le cours « mondial » du blé est ainsi passé à Chicago de 3,50 dollars par boisseau début 2006 à 9 dollars par boisseau début 2008. Dans le même temps, les cours mondiaux du riz et du maïs ont presque doublé, de même que ceux du soja et de l'huile de soja. La tonne de graines de soja, qui valait 200 dollars en 2005-2006, était cotée à 380 dollars fin 2007. Entre ces mêmes dates, la valeur de la tonne d'huile de soja est passée de 500 à

1 000 dollars. En France, la tonne d'orge de brasserie FOB Creil qui valait 120 euros début 2006 en valait plus de 300 fin 2007. Le record de progression est détenu par le blé dur : il était encore négocié sur la base de 160 euros par tonne (rendu Rouen) en 2003-2004, mais sur celle de plus de 500 euros par tonne début 2008. Ceci correspond à de fortes diminutions des stocks, et en particuliers des stocks de report mondiaux effectivement disponibles : début 2008 ils étaient devenus inférieurs à deux mois de consommation pour les céréales.

Cette liste d'augmentations pourrait être prolongée et davantage détaillée. Il convient également de repérer les synergies qui existent entre ces augmentations de prix à la fois fortes et brutales. Elles sont liées aux substitutions, même partielles, qui peuvent exister entre les produits concernés, par exemple dans le cadre de la production d'aliments pour le bétail, et/ou aux arbitrages réalisés par les agriculteurs au sein de leurs assolements. Ainsi dans le *Corn Belt* des États-Unis l'accroissement des superficies plantées en maïs engendré par les encouragements apportés par le gouvernement fédéral à la production d'éthanol a entraîné de façon mécanique une réduction des superficies ensemencées en soja et une augmentation des cours de celui-ci. De même, en France, la substitution dans les assolements du colza au blé a pu favoriser les augmentations des cours du blé et de l'orge. L'inverse a pu aussi se produire plus récemment.

### Les explications pour le court terme

L'envolée des cours des principales commodités agricoles s'est accompagnée d'une volatilité plus grande sur le court terme, donc de fluctuations plus marquées. Le fait qu'interviennent aujourd'hui de plus en plus sur les marchés à terme, lieux où se forment les cours mondiaux des commodités agricoles, des capitaux spéculatifs qui jusque-là

n'y venaient pas, et qui y sont justement attirés par l'ampleur des fluctuations que l'on y constate, participe à cette instabilité et l'accroît. Dès le début de 2007, les prises de position de « fonds indiciaires », étrangers au monde des marchés agricoles, sur le *Chicago Board of Trade* représentaient plus de 25 % des prises de position sur le soja et environ 40 % des prises de position sur le blé. On a là une illustration de la financiarisation croissante de l'économie mondiale et des excès qu'elle peut générer.

Sur le court terme l'envolée des cours des grains peut être liée, de façon beaucoup plus classique, à des événements climatiques particuliers : l'été pourri de 2007 a participé à l'augmentation des prix des grains dans l'Union européenne ; de même que, sur le marché mondial, les sévères gelées qui ont affecté lors de la campagne 2006-2007 l'Ukraine et la Russie méridionale ou les vagues de sécheresse qui ont touché l'Australie réduisant la production australienne de blé de moitié. Notons toutefois que ces aléas climatiques n'ont rien d'exceptionnel et ne manqueront pas de se reproduire de façon périodique, même si cette périodicité demeure très largement aléatoire. Lorsque l'on dispose de stocks suffisants, leur impact sur les prix demeure le plus souvent modeste. En revanche, lorsque les stocks sont au plus bas, comme c'est le cas actuellement, pour des raisons à la fois économiques et politiques (*cf. infra*), les prix peuvent s'envoler : on est alors pleinement dans ce que les négociants anglo-saxons appellent un « *weather market* ».

### Les explications pour le long terme

L'ampleur de l'accroissement de la demande alimentaire mondiale fait que les prix des commodités agricoles ont beaucoup de chance de demeurer élevés sur le long terme, en tout cas plus élevés qu'ils ne l'ont été au cours des dernières décennies, sauf crise

géoéconomique ou géopolitique majeure affectant un grand pays (la Chine ?) ou plusieurs grands pays. Les ménages vont devoir à l'avenir consacrer davantage d'argent à leurs achats de nourriture et ils commencent à le faire, même si l'envolée récente des prix des produits alimentaires en France n'est pas principalement imputable à la forte progression des cours mondiaux.

Le défi lancé aux agriculteurs est considérable, d'autant plus que lorsqu'ils font des efforts pour produire mieux, en ménageant davantage l'environnement, ils produisent en général moins. Rappelons que le terrien moyen consomme actuellement entre 330 et 340 kilogrammes de céréales par an, toutes consommations confondues, directes et indirectes. Cela signifie que pour seulement conserver les niveaux actuels de consommation par tête, sans même les améliorer, et compte tenu du fait que la population mondiale augmente actuellement d'un milliard de personnes tous les douze à treize ans, en 2012-2013 il faudra produire 330 à 340 millions de tonnes de céréales en plus par rapport à 2000 et 660 à 680 millions de tonnes en plus en 2025. Ceci en fonction d'une production céréalière mondiale qui n'arrive pas à décoller véritablement en ce moment au-delà des 2 milliards de tonnes. Les chiffres publiés par l'*International Grain Council* (IGC) de Londres montrent qu'au cours des six dernières campagnes, la production céréalière mondiale n'a été supérieure à la consommation mondiale que pendant une seule campagne. On a là l'explication majeure de l'effondrement des stocks de report mondiaux de grains.

L'accroissement de la demande mondiale de grains est lié à l'accroissement démographique, à l'urbanisation croissante des populations – désormais un terrien sur deux est un citadin – et à l'amélioration des niveaux de vie de parts, plus ou moins importantes selon les cas, de populations de pays émergents dont la Chine et l'Inde. Disposant de revenus un peu plus élevés, ces

populations – issues pourtant de « civilisations du végétal » – se mettent à consommer davantage de protéines d'origine animale, protéines qui proviennent pour l'essentiel de granivores, donc d'animaux très largement nourris avec des céréales et des tourteaux de graines oléagineuses. À ceci s'ajoute, en Chine, une très forte progression de la consommation de ce pain « liquide » qu'est la bière et dans bien des pays exportateurs d'hydrocarbures des achats croissants de nourriture sur le marché mondial ... Certains en arrivent à se poser la question de savoir si on ne commence pas à se rapprocher de certaines limites de la production alimentaire sur notre planète, dans les conditions techniques actuelles.

### Les explications pour le moyen terme

Dans cette situation tendue, les décisions prises dans le cadre de leurs politiques agricoles, environnementales et énergétiques par un certain nombre de grands pays agricoles ont pesé d'autant plus lourd – l'effet de King aidant – qu'elles arrivaient à un moment de situation déjà tendue. Elles ont largement participé à la réduction des stocks de report. Depuis le début des années 2000, l'Union européenne, qui avait volontairement gelé des terres depuis 1992 jusqu'en 2007, est peu à peu parvenue à se défaire des stocks d'intervention qu'elle avait précédemment accumulés. De même, aux États-Unis, la *Commodity Credit Corporation* a soigneusement évité que se constituent ou se reconstituent des stocks publics de grains trop volumineux en utilisant, chaque fois que nécessaire, les « *marketing loans* ». La Chine elle-même a déstocké de façon massive depuis le début des années 2000 : ses stocks de blé sont passés de 100 millions de tonnes en 2000 à 35 millions de tonnes en 2006. Un peu partout dans le monde on a cherché à réduire les coûts importants – à la fois

techniques et financiers – que représente le stockage et à se rapprocher d'un fonctionnement en flux tendus.

En outre, l'envolée des cours des hydrocarbures et la nécessité de plus en plus reconnue de limiter les émissions de CO<sub>2</sub> ont poussé différents gouvernements, en particulier ceux du Brésil, de l'Union européenne et des États-Unis, à mettre en place des incitations fiscales à la production de biocarburants et à fixer des objectifs ambitieux pour l'incorporation de ces biocarburants dans les carburants. Dans l'Union européenne, la directive 2003/30 CE a fixé un objectif d'incorporation de 5,75 % pour 2010. La France s'est même fixée cet objectif dès 2007, puis des objectifs de 7 % en 2010 et de 10 % en 2015. Aux États-Unis, la nouvelle loi sur l'énergie promulguée par le Président Bush en décembre 2007 a fixé pour 2008 un seuil d'incorporation minimale en hausse des deux tiers par rapport à 2005. Pour 2012, l'objectif d'incorporation d'éthanol a été placé à 500 000 hectolitres (contre 380 000 hectolitres pour 2008). Les progressions des cours des hydrocarbures du début de l'année 2008 ne peuvent que pousser dans ce sens.

Toutefois, ces bio ou agrocaburants ne réduisent que de façon tout à fait marginale la très forte dépendance des États-Unis et de l'Union européenne vis-à-vis des importations d'hydrocarbures. Ils ne jouent en outre qu'un rôle bien mineur dans la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. En revanche le développement de leur production n'a pas manqué d'amplifier l'envolée des cours des commodités agricoles et cela ne peut que favoriser les renégociations en cours de la Politique agricole commune (PAC) dans l'Union européenne et du *Farm Bill* aux États-Unis. Les États disposent-ils d'un bon outil pour maintenir à des niveaux élevés ou relativement élevés les cours des denrées de base agricoles. Il s'agit en outre d'un outil modulable par décision politique, ce qui introduit une inconnue de plus dans les projections que l'on peut faire.

## Conclusion

Les marchés des produits agricoles peuvent se retourner rapidement pour des raisons économiques et/ou politiques : le passé en a fourni de nombreux exemples. Mon hypothèse est que la hausse des prix par rapport à la situation qui a prévalu jusqu'au début des années 2000 a de bonnes chances d'être durable, au moins sur le moyen terme, avec des prix sinon toujours aussi élevés que les prix actuels, du moins plus élevés. Nous sommes sans doute en train d'entrer dans une ère nouvelle, comme le souligne la combinaison des explications avancées ci-dessus à propos des évolutions à moyen et à long terme.

Jusqu'à présent les différentes révolutions techniques qu'a connues l'agriculture depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ont toujours donné raison à Condorcet – qui faisait confiance à la science et au progrès technique – et tort à Malthus. Qu'en sera-t-il pour les années et les décennies qui viennent ? Où trouvera-t-on les réserves de productivité qui permettront de faire face à une demande devenue particulièrement dynamique ? Le débat est ouvert. ■